

Colomiers



La ville de Colomiers (40 000 habitants) est, après Toulouse (480 000 habitants), la plus importante ville de la Métropole (dans une aire urbaine de 1 400 000 habitants) et la première commune représentant l'opposition. C'est également une ville à forte mixité sociale, avec une population très jeune : une richesse mais aussi une exigence.

Bruno VATAN, maire-adjoint à la culture, décrit une politique fondée sur la participation des habitants mais aussi sur l'importance de diffuser la culture dans l'espace public. Il souligne également la nécessité de la culture et du regard des artistes pour nourrir la réflexion sur les grands enjeux sociétaux et politiques du monde contemporain.



Quelle est votre approche de la culture ?

Colomiers, située dans la périphérie de Toulouse, se caractérise par une forte mixité urbaine, une proportion de 30% de logements sociaux et une population très jeune. De là sans doute, une politique municipale longtemps tournée vers le sport. Depuis 2014, notre volonté est qu'elle soit aussi reconnue comme une ville culturelle.

Une autre particularité : à la différence d'autres villes mitoyennes de Toulouse comme Tournefeuille ou Blagnac, Colomiers ne dispose pas de salle de spectacle, hormis un petit théâtre de 90 places dont l'exploitation est déléguée à une compagnie professionnelle. Paradoxalement, cette absence constitue un atout, car elle permet une certaine liberté budgétaire pour construire autrement la politique culturelle de la ville. En effet, la culture est un facteur d'attractivité pour les cadres, notamment ceux d'Airbus, même si ce n'est pas un objectif en soi. La vitalité culturelle de la ville apporte aussi une certaine fierté aux habitants, à tous les habitants, et favorise la cohabitation, le lien social. Ce qui exige

que les gens sentent un "vrai" développement culturel, authentique, et non artificiel.

Les notions de droits culturels, de diversité, de participation... vous inspirent-elles ?

L'idée de coconstruire avec la population est devenue centrale. Bien entendu, les contraintes budgétaires nous affectent, mais elles nous poussent aussi à développer la culture différemment. C'est le sens du projet culturel élaboré en 2014. Un projet validé par le maire, présenté à l'équipe municipale et aussi présenté aux agents du pôle culture de la ville, qui sont nombreux – plus d'une centaine dont une cinquantaine d'enseignants au conservatoire. Ce projet porte plusieurs objectifs :

- Placer la culture au cœur du projet municipal afin qu'elle infuse l'ensemble des actions au travers d'un travail avec les autres adjoints, que ce soit dans le domaine du social ou de l'urbanisme.
- Placer la culture au cœur de la politique municipale pour la jeunesse, pour la guider vers le désir de culture.
- Favoriser la diffusion de la culture dans les quartiers. Des résidences d'artistes sont montées dans un quartier politique de la ville qui est l'objet d'une rénovation complète à laquelle sont associés les habitants. Un lieu culturel qui part des mémoires du quartier et qui ne prend pas seulement en compte la dimension culturelle – la Mémothèque – devrait ouvrir en 2019. On pourrait le qualifier de tiers-lieu ou encore de lieu de "design culturel".

Dans cet objectif, notre Festival de la BD (il en est à sa 32^e édition) intègre, en partenariat

avec la DRAC, les "Promenades dessinées", une déambulation de quartiers en quartiers pour découvrir des fresques d'artistes : chaque année un artiste différent ajoute une fresque. Il s'agit là d'un bon moyen de développement culturel, tout comme l'action hors les murs du conservatoire, que ce soit pour la diffusion ou la création. Ou encore notre travail sur les cultures urbaines, avec l'opération *Nothing 2looz* pilotée par une association école de hip-hop.

Autres axes : favoriser une proximité et une création culturelle et artistique sur la commune, développer des partenariats avec les villes voisines et avec Toulouse Métropole ainsi qu'à l'international (notamment via le dispositif *Mind the Gap*, avec l'Espagne, pour partager de nouvelles approches de l'EAC, ou encore un partenariat avec le Québec autour de l'économie sociale et solidaire). Sur le plan métropolitain, avec notre Médiathèque/Centre d'Art (une œuvre de Rudi Ricciotti) et avec une excellente librairie indépendante de la ville (La Préface), nous travaillons avec l'association du Marathon des mots, engagée sur la diffusion de la lecture dans les villes de la Métropole.

Dernier axe (encore à renforcer), le développement des industries culturelles dans le domaine de la BD et du graphisme.

Le tissu associatif est-il un levier ?

Le monde associatif et, au-delà, les acteurs culturels locaux amateurs et professionnels, jouent en effet un rôle important. Dans notre petit théâtre, la compagnie Paradis Eprouvette propose à la fois des créations, des diffusions et des ateliers autour de la littérature contemporaine. Nous avons également une importante association-école de cirque et une grosse fédération Léo Lagrange (plus de mille adhérents). Mais il reste des efforts à faire pour impliquer les associations dans nos enjeux de politique culturelle municipale. Nous avons lancé un observatoire de

la vie associative afin de diagnostiquer et de favoriser le développement de ces acteurs. Avec la Fédération des Associations, nous proposons des services de conseil et des formations gratuites.

Quels sont vos rapports avec la Métropole ?

Les liens sont plutôt bons. Paradoxalement, la différence d'orientation politique entre Colomiers et Toulouse Métropole crée une relation particulière, attentive. Sans être élu communautaire, je participe à la commission culture de la Métropole, notamment aux côtés de la conseillère métropolitaine et vice-présidente de la FNCC Danièle Buys, et je constate une attitude collégiale bénéfique. C'est ainsi que nous avons pu mettre au point une Charte métropolitaine de la lecture publique. Sinon, il a été à un moment question de transférer le festival de la BD à la Métropole. Mais pour ma part, je préfère une approche collaborative, par exemple avec les quinze librairies métropolitaines, au transfert.

Quels sont les liens avec le département, la région, la DRAC ?

La relation est très bonne avec le département et la région. Un de nos élu(e)s siège au conseil départemental et un autre au conseil régional. Ils y travaillent bien et j'essaie aussi de bien m'engager dans les travaux pilotés par les différentes collectivités.

Les relations avec la DRAC sont aussi excellentes. Nous sommes engagés avec la DRAC dans un travail de préfiguration en vue d'une convention sur l'EAC et elle va nous aider à obtenir le nouveau label Centre d'art contemporain d'intérêt national pour notre propre Centre d'art. La DRAC reconnaît notre singularité et nous soutient. J'ajoute que nous avons à cœur de montrer que nous souhaitons travailler ensemble et nous prenons part aux manifestations qu'elle organise ; j'ai par exemple participé à

la journée régionale sur l'EAC à Narbonne, le 4 octobre dernier.

Est-ce difficile de défendre la politique culturelle ?

Notre politique culturelle bénéficie de la pleine reconnaissance du maire. D'ailleurs, l'année 2019 sera déclaré "Année des cultures" à Colomiers. Il n'y a donc pas de frein politique mais au contraire une grande bienveillance, même si, sauf grands événements, la participation des élu(e)s aux manifestations culturelles reste parfois discrète. Donc pas de difficulté à convaincre – le message est passé. Il reste cependant encore à faire, car les enjeux culturels sont complexes à appréhender et les leviers pas toujours reconnus. Par exemple les liens entre culture et urbanisme ou culture et environnement doivent encore être travaillés.

Que vous apporte la FNCC ?

La FNCC m'apporte une bonne connaissance des enjeux culturels *via* ma participation en tant que membre du Conseil d'administration et du Bureau : c'est parce que je participe activement à la Fédération qu'elle m'apporte tant.

Pour ce qui est de son avenir, je crois qu'il passe par la poursuite d'une plus grande diffusion de ses actions en région. Une action collective sur les territoires s'avère nécessaire. Nous œuvrons en ce sens en Occitanie, peut-être encore insuffisamment. Il faut poursuivre en ce sens afin que la Fédération soit plus largement reconnue. Pour le moment, elle demeure avant tout perçue comme une instance nationale.



On constate une montée des populismes et une forte inquiétude environnementale. Est-ce le temps d'un nouvel engagement culturel ?

Nous avons besoin des artistes pour nous sensibiliser aux grands problèmes sociétaux ou politiques, pour nous en faire prendre conscience : la démocratie, l'environnement, et bien d'autres. C'est ainsi que nous organisons, dans le cadre du festival de la BD de novembre 2018 une exposition autour d'un auteur argentin qui a travaillé en Argentine durant la dictature, avec une journée professionnelle sur le thème : "Comment écrire sous la dictature ?" La culture interroge le monde au travers du regard des artistes.

*Propos recueillis
par Vincent Rouillon*